

# LA GRANDE RUPTURE ?

**L**es jeunes se tiennent-ils éloignés du débat sur les pensions par désintérêt, par désinformation, par décalage ? Ce qu'ils ont à dire n'a évidemment rien d'une note technique. En effet, interrogez-les sur leur pension, ils vous parleront du travail qui manque et qui évolue, de leurs désillusions et de l'époque qui bascule. Ou comment, à partir d'une question spécifique, être invité à un regard plus systémique, un rien déroutant. Témoignages et hypothèses.

Le débat sur les pensions, leur financement, l'âge de départ à la retraite est souvent le fait de personnes qui approchent, elles-mêmes, du moment de « s'arrêter ». Ce débat est par ailleurs imprégné d'une série de récits incontournables, de postulats qu'il est aventureux de remettre en cause. Le plus solide est ce « discours lancinant, écrit Erik Rydberg, *allant répétant que les pensions, à conditions inchangées, ne pourront pas être payées demain. (...) Pour résumer : si on ne réforme pas, on va droit dans le mur.* »<sup>(1)</sup>

## Cadrer autrement les réflexions

Ce récit dominant, s'il est contesté par certains à gauche, n'en demeure pas moins le cadre général des débats, ceux-ci se déployant ensuite en développements techniques, en projections chiffrées et en jargon spécifique. Comme c'est le cas pour la plupart des réflexions politiques, mais sans doute davantage encore dans le cas des pensions, le niveau de connaissance des mécanismes financiers est indispensable aux échanges mais rend ceux-ci presque inaccessibles. La question politique devient alors une querelle d'experts, les populations concernées peinant à se prononcer sur des modèles compliqués voire carrément illisibles.

Les travailleurs qui approchent de l'âge de la retraite, par la force des choses, commencent à prendre leurs renseignements et, du même coup, parviennent à tirer leur épingle du jeu dans les discussions. Mais les plus jeunes ? Comme la pension leur semble lointaine ! Nous souhaitons, dans cet article, prendre la température auprès des 18-35 ans, « reculer de quelques décennies » en quelque sorte, afin d'observer quel pourrait être le terreau d'un débat sur les pensions à très large vue. Moins précis quant aux dispositifs techniques en la matière, et somme toute en décalage par rapport à ceux-ci, ce cadrage « par les plus jeunes » aura au moins le mérite de s'appuyer sur les points de vue de celles et ceux qui, dans trente ou quarante ans, hériteront d'un système réformé au prétexte de le faire perdurer *pour*



Flickr-cc: Ernest Morales

eux, jusqu'à l'échéance de leur pension.

### Certainement pire !

En 2010, la banque Delta Lloyd a réalisé un sondage auprès des jeunes <sup>(2)</sup> qui semble avoir fourni, au sujet des 18-35 ans, l'argument principal d'un autre récit dominant accepté et reproduit par tous, en premier lieu par la génération concernée. En bref : l'avenir est sombre, seule l'épargne-pension vous sortira la tête de l'eau. « La situation sera certainement pire dans trente ans, confient Julien et Coralie, deux trentenaires bruxellois. Il n'y aura à notre avis plus de pensions. Il faut économiser par nous-mêmes. Dans mon entourage, tout le monde partage cette philosophie, on est assez pessimistes pour l'avenir. »

Les banques, assurances et partis politiques favorables au renforcement de la capitalisation individuelle se sont évidemment engouffrés dans la brèche pour installer l'idée durablement. Parmi la quinzaine de jeunes interrogés pour le présent article, il est frappant de constater que tous, ou presque, ont soit déjà souscrit une assurance-pension, soit envisagent de le faire dès qu'ils le pourront. Et ce, quelles que soient leurs convictions politiques en matière de solidarité. Comme le résume Claire, 34 ans, de Cortil : « J'ai souscrit une épargne-pension parce que tout le monde semble dire que c'est indispensable aujourd'hui. Donc j'ai suivi cet avis massif ! ».

Toutefois, ce recours à l'épargne-pension, sorte de réflexe de sécurité et de responsabilité que le récit dominant impose - et c'est bien humain - vient en complément d'une vision de l'avenir qu'il nous semble fondamental d'entendre et d'interroger plus en profondeur. « Je me de-

*mande tous les jours comment je vais m'en sortir plus tard, s'inquiète Arkacha, 24 ans. J'aimerais acheter une maison, cela sera-t-il possible ? Aurai-je un enfant, vu la situation générale ? L'avenir me fait peur et je ne pense pas que cela va s'arranger. » Hugo, jeune papa namurois de 33 ans, se demande pourquoi sa génération est si négative : « J'essaie de me dire qu'il ne faut pas déjà accepter l'idée qu'il n'y aura plus d'argent pour financer les pensions plus tard, et qu'il faudra lutter pour préserver les acquis. D'un autre côté, j'ai parfois aussi l'impression que notre monde et notre société vont connaître des bouleversements immenses dans les cinquante prochaines années, et que la réalité que l'on vivra à ce moment-là n'aura peut-être plus rien à voir avec la réalité d'aujourd'hui, que le concept de pension sera peut-être en complet décalage avec la nouvelle réalité. ».*

Ce qui ressort ici et qui paraît généralisé parmi les plus jeunes, c'est la certitude, diffuse mais intense, que demain ne ressemblera pas du tout à aujourd'hui. Cette vision est souvent pessimiste (« on n'aura plus de pension du tout... »), mais **le plus important est qu'elle s'avère, dans tous les cas, non linéaire.** Autrement dit, demain ne sera pas un peu mieux ou beaucoup moins bien qu'aujourd'hui, mais **radicalement autre, tout à fait différent.** De ce fait, le débat actuel sur les pensions peut paraître en décalage par rapport à une génération qui postule des ruptures majeures, des bouleversements systémiques et non des évolutions ou détériorations dans la continuité, ce que présuppose le débat classique.

### Discours progressiste à la retraite ?

Mais que faire avec ce constat ? Faut-il cesser de débattre sur les mécanismes de financement, sur



J'AI PARFOIS L'IMPRESSON QUE NOTRE MONDE ET NOTRE SOCIÉTÉ VONT CONNAÎTRE DES BOULEVERSEMENTS IMMENSES DANS LES CINQUANTE PROCHAINES ANNÉES, ET QUE LA RÉALITÉ QUE L'ON VIURA À CE MOMENT-LÀ N'AURA PEUT-ÊTRE PLUS RIEN À VOIR AVEC LA RÉALITÉ D'AUJOURD'HUI, QUE LE CONCEPT DE PENSION SERA PEUT-ÊTRE EN COMPLET DÉCALAGE AVEC LA NOUVELLE RÉALITÉ.

→ l'harmonisation des régimes, sur l'augmentation du taux de remplacement, sous prétexte que les jeunes pressentent un avenir bouleversé ? Certainement pas. Mais dans la mesure où ces intuitions rejoignent des constats largement partagés (à propos des impasses écologiques, de l'austérité généralisée, de la numérisation de l'économie notamment), n'est-il pas temps d'ouvrir de nouveaux axes de questionnement ? Dans le débat, plus général, sur l'emploi, la croissance et les possibles en termes d'innovation sociale et de redistribution des richesses, les camps opposés ne sont-ils pas un rien sclérosés, les visions figées et les réflexes, indéboulinables ? Les allergies et les tics de langage des uns et des autres ne contribuent-ils pas parfois à enterrer trop profondément les idées dans des obsessions idéologiques ?

D'un côté, les ultralibéraux triomphants, chantes de l'austérité, de l'affaiblissement de l'État et des corps intermédiaires, multiplient des attaques d'une violence inouïe et s'approprient le vocabulaire de l'innovation, du changement, de la réforme. De l'autre, les héritiers de Karl Marx revendiquent de plus en plus fort la continuité d'une même lutte, dans les mêmes termes et l'unique prisme d'un monde partagé depuis toujours entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas. Faut-il le rappeler, la justice socio-économique est bien sûr du côté des seconds.

Mais nous sommes pris dans un paradoxe : tout le pacte social, l'ensemble des droits et protec-

tions sociales conquis de haute lutte reposent, **pour leur financement**, sur deux éléments qui lui sont extérieurs et qui ne vont plus de soi aujourd'hui. Tout d'abord, sur le compromis de l'acceptation du salariat comme rapport de production. Mais aussi sur une parenthèse historique qui a vu l'Occident connaître une croissance économique exceptionnelle grâce à l'exploitation des énergies fossiles et aux asymétries entre nations et entre peuples. Toutefois, cette parenthèse n'est-elle pas terminée ? La doctrine néolibérale ne s'accommode plus du compromis social, qu'elle s'attache à fissurer sans ménagement. Du coup, de notre côté, n'est-il pas étrange, et risqué, de miser **exclusivement** sur le maintien de ce compromis historique pour incarner la solidarité ? D'autant plus que d'autres bouleversements incontestables s'ajoutent à l'équation, comme la révolution numérique, la finitude des ressources et les impasses écologiques. Ainsi, la visée fondamentale de l'égalité n'est peut-être pas destinée à être défendue pour l'éternité sous les mêmes termes et avec des dispositifs du 20<sup>e</sup> siècle. D'autres combats sociaux sont sans doute à mener, **en parallèle**, à l'intérieur même des mutations du capitalisme et de la (dé)structuration du travail.

### La flexibilité des carrières : mal absolu ?

Ce long détour était nécessaire pour faire l'hypothèse que les plus jeunes, sans nécessairement le formaliser, semblent avoir pris acte du moment de basculement, d'impasse, dans lequel sont prises nos sociétés. Cela conditionne de manière évidente leur vision de l'avenir et leur façon d'appréhender la conflictualité politique, la solidarité en général, le système des pensions en particulier.

Revenons-y. La généralisation de l'épargne-pension comme refuge individuel chez les 18-35 ans pourrait laisser supposer que la solidarité comme principe est en train de reculer. Nous ne le pensons pas. L'hypothèse que nous faisons, et qu'il faut mettre à l'épreuve d'autres réflexions et analyses, est plutôt que les idéaux de justice et d'émancipation sociale ne tiennent plus, en bloc, au modèle d'organisation socio-économique qui leur a permis de se concrétiser en partie.

Soyons clairs : la protection qu'offre un contrat de travail à durée indéterminée reste, bien sûr, souhaitée par l'énorme majorité des jeunes dans la mesure où c'est la seule garantie pour eux de pouvoir se projeter dans l'avenir tant que toutes choses demeurent égales par ailleurs. Toutefois, cet attachement ne s'accompagne pas d'un idéal

## TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS ? NI ENTHOUSIASTES, NI ALLERGIQUES

Les plus jeunes sont assez mesurés sur la question. L'avis de Stéphanie, 33 ans, enseignante de Chiny, rejoint le récit majoritaire : « *Notre espérance de vie s'allonge, il me semble logique donc de travailler plus longtemps. Quand je vois mes collègues partir à la pension, tous me semblent jeunes, dynamiques et encore tout à fait "aptés" à transmettre à des élèves. Mais j'avoue ignorer ce qu'ils en pensent, eux. J'ai été élevée par des indépendants amoureux de leur métier, épanouis professionnellement, pour qui la notion de pension n'existe pas vraiment. Chez nous, le mot d'ordre était "tant qu'on a la santé, pourquoi s'arrêter". Je n'adhère pas à 100% à cette idée, mais je ne rechigne pas, pour l'instant, face à l'idée de travailler longtemps, avec l'espoir d'un temps de travail adapté, réduit donc, un boulot adapté également. Je suis enseignante. À 65, 67 ans, je ne me vois plus dans la posture "classique" de prof, face à 25 gamins, mais plutôt coach de profs, coach d'élèves, quelque chose de plus individualisé, un rapport privilégié avec le jeune ou le collègue.* » Travailler plus ou moins longtemps ? Cela ne semble pas être le point de focalisation de la génération interrogée, mais plutôt la forme globale de partage et d'organisation du travail : « *Travailler plus longtemps, analyse Antoine, cela pourrait être logique vu que les gens vivent plus longtemps. Mais en même temps, s'il n'y a pas de boulot pour les jeunes... L'idéal serait de pouvoir réduire progressivement son temps de travail en fin de carrière.* » « *J'aspirerais plutôt à une société où chacun travaillerait un peu moins, mais où plus de gens auraient un travail* », complète Élodie.



Flickrcc. Benjamin Forrest

politique centré sur le maintien du salariat comme modèle inamovible. À conditions financières équivalentes, à besoin égal de « sécurité sociale », les jeunes aspirent moins à un statut ou à une stabilité d'emploi qu'à l'autonomie et au sens. Ainsi, bien que la flexibilité de l'emploi soit l'argument "atomique" des ultralibéraux pour défaire les protections liées au travail, la stratégie consistant à prendre le contrepied, donc s'opposer à la flexibilité de l'emploi, ne rencontre pas l'adhésion d'une génération qui n'est pas opposée par principe à la mutation du travail. Tout ce qui naît à l'intérieur de la matrice capitaliste n'est pas forcément voué à s'y soumettre. Ce qui émerge sous une forme sauvage ne peut-il pas être dompté, transformé et contraint ? Le meilleur exemple est précisément... le salariat lui-même. C'est en utilisant le rapport salarié comme force collective, et non en le rejetant, que celui-ci a pu servir de base à une solidarité globale. Un chemin semblable peut-il être emprunté pour les nouvelles formes de production et d'exploitation ?

### Les silences pourraient cacher des utopies

Il y a donc, peut-être, comme un malentendu quand on interroge un jeune sur sa future pension. Il vous répond qu'il n'y croit pas, que les pensions ne pourront plus être financées, qu'il n'aura droit à rien, qu'il est bien forcé de se rabattre sur l'épargne-pension. Nous pourrions en déduire qu'il est défaitiste et refuse de défendre les acquis sociaux, qu'il se réfugie vers une solution privée... Il va même, bien souvent et même s'il est progressiste, vous avouer qu'au fond, il trouve cela

plutôt logique de travailler un peu plus longtemps (cf. encadré). Scandale ! pourrions-nous penser... Charles Michel, sors de ce corps !

Pourtant il serait dommage de ne pas voir, dans le désarroi d'une génération, dans ses silences, ses hésitations, mais aussi son esprit ouvert, tantôt contradictoire, tantôt créatif, une invitation à reconstruire des utopies. Est-il possible de maintenir un système de pensions solide et solidaire, a fortiori une sécurité sociale renouvelée et refinancée, sur base d'une organisation du travail qui ne serait plus seulement, en tout cas de moins en moins, celle de la seconde moitié du vingtième siècle ? C'est une vraie question. On peut répondre « non, nous ne sommes pas sur la lune : si le travail change, c'est forcément et exclusivement le fait du néolibéralisme ». On peut aussi, en faisant place aux témoignages d'une génération désarçonnée et désarçonnante, être tenté d'y réfléchir, et contribuer à esquisser les contours d'une stratégie de gauche qui ne serait pas seulement défensive. Sur les pensions... comme sur tout le reste.

Guillaume Lohest

(1) Erik Rydberg, « Voici la pension des morts ! », revue *Politique* n°87, Novembre-Décembre 2014.

(2) Sondage « Delta Lloyd Life » réalisé en 2010 auprès de 1.170 jeunes de 18 à 35 ans. Il en ressortait que 57% des jeunes se faisaient du souci pour leur pension. 35% des sondés pensaient que le gouvernement ne serait plus en mesure de leur payer une pension, 34% que les pensions seront revues à la baisse. Corrélat heureux pour les banques et assurances (dont l'une est l'auteur du sondage) : 61% pensent que l'épargne-pension est le meilleur moyen de se prémunir dès le début de carrière.

*Réflexion élaborée à partir de quinze témoignages recueillis auprès de jeunes de 20 à 34 ans, entre le 1<sup>er</sup> et le 10 juin 2016. (La plupart des prénoms ont été modifiés par souci de discrétion.) Merci à eux !*